

Courel Juliette
Contractuel au pôle numérique
des Beaux-Arts de Paris
14 rue Bonaparte, 75006

Ministère de la culture – Service des ressources
humaines – Bureau du dialogue social et de
l'expertise statutaire
182 rue Saint-Honoré, 75001

Madame, Monsieur,

En supplément du formulaire de recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation, permettez-moi de vous présenter l'évolution de mes activités professionnelles au sein de l'école des Beaux arts de Paris.

Actuellement assimilée technicienne de travaux d'art au sein de l'école des beaux-arts de paris depuis avril 1996, j'exerce, en réalité, des missions qui ne relèvent plus du corps des techniciens d'art et qui s'inscrivent entièrement dans celles de chef de travaux d'art. Je conduis et coordonne la réalisation de projets qui nécessitent une qualification technique de haut niveau.

Au plan pédagogique j'organise et j'anime des ateliers collaboratifs visant à la réalisation et à la mise en œuvre collective des projets individuels des étudiants. Ce sont des formations créatives où le partage des connaissances est important pour construire les projets. Disposant « d'heures invités », dans le souci d'ancrer ces ateliers dans le contexte de *la création artistique*, je sollicite des intervenants extérieurs professionnels ayant une maîtrise et un savoir faire pointus dans les techniques de réalisation audiovisuelles (réalisateur, chef opérateur, étalonneur, truqueur).

Ces workshops se déroulent sur 3 jours et accueillent entre 6 et 10 participants en moyenne 3 fois par an (54 heures). Les thématiques abordées concernent la fabrication du mouvement, de la lumière, du son de la mise en scène.

Avant de suivre ces ateliers collaboratifs que j'anime surtout au second semestre, les étudiants doivent suivre les formations de prise en main du matériel audiovisuel visant à les rendre autonomes dans la pratique de la prise de vue et du montage vidéo.

Je donne ces formations d'initiation au cours du premier semestre : deux sessions de huit jours entiers (96 heures) avec 10 étudiants qui manipulent 5 caméras semi-professionnelles et 10 stations de montage. Les étudiants ont ensuite la possibilité de

développer et faire suivre individuellement leur projet audiovisuel au cours de rendez-vous d'entretien « à la carte » avec moi ou/et avec un intervenant extérieur.

En dehors de ces activités *pédagogiques* donnant lieu à la validation d'Unités de Cours de Technicité (UCT), j'assume *l'organisation administrative* du programme de formation ; la constitution des groupes, les inscriptions d'UCT, le choix des intervenants extérieurs, le choix et l'achat du matériel de production, la gestion et la maintenance de six postes de montage mis à la disposition des étudiants.

Cet ensemble d'activités et de responsabilités que j'assume au sein du pôle numérique de l'Ecole des Beaux-Arts depuis 2005 relève des charges d'un chef de travaux d'art à statut de rang A telles qu'elles sont énoncées dans l'article 2 du décret n° 2017-418 du 27 mars 2017 portant statut particulier du corps des chefs de travaux d'art.

Depuis mon recrutement j'ai acquis au cours de formations spécifiques, accordées dans le cadre d'un Congé Individuel de Formation, un savoir faire performant qui m'ont permis de valoriser mes compétences dans le cadre de mon travail au quotidien à l'Ecole (obtention d'un master2 et d'un doctorat en « Cinéma et Sciences de l'Art » de l'Université Paris X Nanterre mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité et obtention des crédits de publication).

Je souligne que dès la mise en place des évaluations obligatoires des CDI assimilés fonctionnaires je demande la révision de mon statut.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Paris le, 4 novembre 2017

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. L. L.', written in a cursive style.



ATTESTATION D'ÉLIGIBILITÉ A L'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE SAUVADET II

Je soussigné(e), **M. Julien RIGABER**

Fonction : **Secrétaire général adjoint**

Nom de l'établissement ou du service : **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES BEAUX ARTS**

Adresse complète de l'établissement ou du service : **14 rue Bonaparte 75272 PARIS CEDEX 06**

atteste que **Madame COUREL JULIETTE**

(préciser le nom et prénom du candidat)

employé(e) au sein de cet établissement/service **remplit¹** les conditions d'éligibilité pour se présenter à un recrutement réservé organisé dans l'un des corps ouverts dans la **catégorie**

☐ A ☒ B ☐ C

A titre indicatif, les fonctions exercées sont susceptibles de relever du corps des Techniciens d'art.

Cette attestation vaut **admission à concourir. Elle ne vaut pas inscription.** Il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que **les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement.**

*Si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011 (Sauvadet 1) ou depuis le 31 mars 2013 (Sauvadet 2), ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de 4 ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

Le recours gracieux est à déposer, dans les deux mois maximum suivant la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75001 Paris cedex 01).

Date et Lieu : **Paris, le 5 septembre 2017**

SIGNATURE : (cheffe de service des ressources humaines du secrétariat général)

La cheffe du service des ressources humaines

Claire CHERIE



CACHET de l'établissement ou du service :

¹ Cf Annexe 2 : tableau synthétique - conditions d'éligibilités au dispositif Sauvadet II.

Recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Formulaire à compléter, à signer et à renvoyer accompagné des pièces jointes demandées au
Ministère de la culture - Service des ressources humaines
Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
182 rue Saint-Honoré, 75001 Paris cedex 01

Courrier à adresser en recommandé avec accusé de réception

Je soussigné(e),

Nom : COUREL

Prénom : Juliette

Service : EN.S.B.A

Adresse professionnelle : 14, rue Bancpartie 75006

Téléphone professionnel : 01.47.03.54.16

Courriel : Courel@ensba.fr

conteste l'attestation du 05/09/17 (joindre une copie de l'attestation notifiée par le bureau des ressources humaines) par lequel vous m'informez (deux possibilités au choix ; rayez la situation que ne vous concerne pas) :

~~1- de mon **inéligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique~~

~~ou~~

2- de mon **éligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

Dans le cas n°1 (inéligibilité), je conteste mon inéligibilité au dispositif.

Il ressort à la décision susmentionnée que je ne remplis pas, au vu des informations transmises par mon employeur, les conditions relatives au fondement de recrutement et/ou à l'ancienneté exigée et/ou à la quotité de temps de travail exigées par les articles de la loi du 12 mars 2012.

Je souhaite que vous procédiez au réexamen de ces conditions au vu des documents joints (*contrat(s) et/ou avenant au contrat de travail, et/ou tout document de votre employeur attestant des services effectués*), qui attestent de mon éligibilité au dispositif.

Dans le cas n°2 (éligibilité), je conteste le niveau de fonction qui m'a été notifié.

Dans la décision susmentionnée, vous me notifiez mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie (indiquez une seule catégorie) :

A ☒ B ☐ C ☐

Or, je conteste cette appréciation. Au vu des éléments joints (*contrats, fiches de postes ou tout document permettant d'apprécier le niveau des fonctions exercées*), je justifie de l'exercice de missions de niveau de la catégorie (indiquez une seule catégorie) :

☒ A ☐ B ☐ C

A noter : si votre contrat ne mentionne pas votre niveau de mission par référence à une catégorie A, B ou C, et dans le cas où vous ne seriez pas couvert par un cadre de gestion prévoyant le classement des emplois dans des groupes assimilés à des catégories hiérarchiques, le SRH rendra sa décision sur votre niveau de mission après consultation d'un groupe d'expert. Il vous est demandé, si vous vous trouvez dans cette situation, d'indiquer ci-après le corps de fonctionnaire correspondant au niveau de mission que vous souhaitez vous être reconnu.

J'indique ci-après le corps de fonctionnaire correspondant aux missions que j'exerce et au niveau de mission que je souhaite m'être reconnu : *Technicienne de Travaux d'Art (B) j'exerce en réalité une mission de chef de Travaux d'Art (A) pour laquelle je souhaite être reconnue*

Dans les 2 cas :

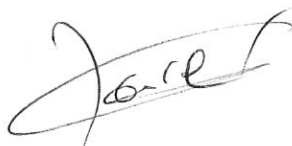
Je vous demande de bien vouloir procéder au retrait de la décision contestée ET d'édicter une nouvelle décision conforme à ma situation.

L'absence de réponse de votre part dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre fait naître une décision implicite de rejet.

L'attestation d'éligibilité peut être contestée par voie contentieuse auprès du tribunal administratif de Paris, dans un délai de deux mois.

Fait à *Paris*....., le *4 Nov 2017*.....

Signature de l'agent



Pièces jointes à ce recours :

- 1) courrier en date du *04/09/17* m'informant de ma situation individuelle
- 2) *Courrier présentant mon parcours professionnel aux Beaux Arts*
- 3)

Exemplaire destiné au dossier individuel
Archives D.A.G./Bureau A 4

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
BUREAU : DAG SPAS A4

CHAPITRE 3101
ARTICLE 22
PARAGRAPHE 20

C O N T R A T

Entre les soussignés : le ministre de la culture, d'une part
et, d'autre part, Melle COUREL Juliette
née le : 11 Septembre 1966 à SAINT-CLOUD (92)
Demeurant: 21 RUE DE LA VILLETTE 75019 PARIS

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 01 : Définition du contrat

Le contractant est engagé en qualité d'agent contractuel
IM 424-655 faisant fonction de technicien vidéo pour servir
à temps incomplet (50%) à l'école nationale supérieure des
beaux-arts, sous réserve de l'application de l'article 3
du décret n°86-83 du 17/01/1986 relatif aux dispositions
générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat.

ARTICLE 02 : Durée du contrat

a) Le présent contrat prend effet à compter du 1er Juin 1997
pour une durée de 1 an éventuellement renouvelable par
reconduction expresse.

b) Les 3 premiers mois seront considérés comme période
d'essai. Pendant cette période, les parties ne sont tenues
à aucun préavis en cas de licenciement ou de démission.

ARTICLE 03 : Rémunération.

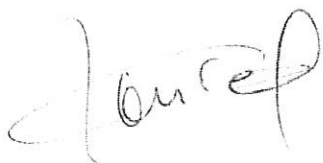
La rémunération du contractant est fixée par référence à
l'indice brut : 0495 - majoré au 01/08/1991 : 0424 afférent
au 1er échelon de sa catégorie.
En cas d'exécution partielle, la rémunération sera calculée
au prorata du service effectuée.

ARTICLE 04 : Protection sociale.

En matière de congés, de couverture sociale, d'accidents du
travail, il sera fait applications des dispositions dont
bénéficient les agents non titulaires de l'Etat soumis au
régime général de la sécurité sociale.

Le contractant (signature)

.../...



ARTICLE 05 : Les agents contractuels sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont ils sont appelés à avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute exploitation dans un but personnel de la documentation qu'ils seront appelés à utiliser ainsi que des travaux effectués dans le cadre de leurs attributions, notamment à des fins de publication, leur est interdite sans autorisation préalable du ministre.

ARTICLE 06 : Toutes modifications professionnelles ou familiales, intervenant postérieurement à la déclaration souscrite à l'occasion du présent contrat, devront être communiquées aussitôt qu'elles se produiront à l'autorité hiérarchique. L'inobservation de cette prescription pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de la reprise des sommes qui ont pu être indument perçues.

ARTICLE 07 : Les agents contractuels du ministère de la culture sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux cumuls d'emplois, de rémunération et de retraite.

ARTICLE 08 : Les contrats sont dispensés des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses des contrats, sont d'abord soumises au ministre, puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 09 : Dispositions spéciales.

CONTROLEUR FINANCIER

LE : 30 MAI 1997 003073

v °

l'Adjoint au Contrôleur Financier
chargé du Personnel
Geneviève COTTIN

Le Contractant
Faire précéder la signature de la
mention
"LU ET APPROUVE"

Lu et approuvé
[Signature]

FAIT A PARIS, LE

30 MAI 1997

Pour le Ministre et par Délégation
Pour le directeur
de l'administration générale
Le Chef du service du personnel
et des affaires sociales

Pour le Ministre et par Délégation
Pour le Directeur de l'Administration, le Contrôleur empêché
Le Chef du Service du Personnel
et des Affaires Sociales

René KLEIN

REFERENCES : 9804047

MINISTERE DE LA CULTURE

ET DE LA COMMUNICATION

Exemplaire destiné au dossier individuel
Archives D.A.2/Bureau A 4

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
BUREAU : DAG SPAS A4

CHAPITRE 3101
ARTICLE 81
PARAGRAPHE 20

C O N T R A T

Entre les soussignés : le ministre de la culture et de la communication, d'une part, et, d'autre part,
Melle COUREL Juliette
née le : 11 Septembre 1966 à SAINT-CLOUD (92)
Demeurant: 21 RUE DE LA VILLETTE 75019 PARIS

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 01 : Définition du contrat

Le contractant est engagé, en application de l'article 4-2° de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984, en qualité d'agent contractuel IM 424-655 faisant fonction de technicien video pour servir à temps incomplet (50%) auprès de l'école nationale supérieure des beaux-arts.

ARTICLE 02 : Durée du contrat

a) Le présent contrat prend effet à compter du 1er Juin 1998 pour une durée de 3 ans éventuellement renouvelable par reconduction expresse.

b) Les trois premiers mois seront considérés comme période d'essai. Pendant cette période, les parties ne sont tenues à aucun préavis en cas de licenciement ou de démission.

ARTICLE 03 : Rémunération.

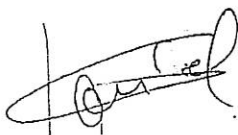
La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 495 - majoré au 01/08/1991 : 424 afférent au 1er échelon de sa catégorie, correspondant au temps plein. En cas d'exécution partielle, la rémunération sera calculée au prorata du service effectué.

ARTICLE 04 : Protection sociale.

En matière de congés, de couverture sociale, d'accidents de travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'Etat soumis au régime général de la sécurité sociale.

→ 1/06/2000 Chyl nich...

Le contractant (signature)



.../...

En outre, le contractant déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non-titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (Journal officiel du 19 janvier 1986) modifiée par la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987, articles 76-77 auxquelles sont soumis les agents contractants du ministère de la culture et de la communication.

ARTICLE 05 : Les agents contractuels sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont ils sont appelés à avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute exploitation dans un but personnel de la documentation qu'ils seront appelés à utiliser ainsi que des travaux effectués dans le cadre de leurs attributions, notamment à des fins de publication, leur est interdite sans autorisation préalable du ministre.

ARTICLE 06 : Toutes modifications professionnelles ou familiales, intervenant postérieurement à la déclaration souscrite à l'occasion du présent contrat, devront être communiquées aussitôt qu'elles se produiront à l'autorité hiérarchique. L'inobservation de cette prescription pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de la reprise des sommes qui ont pu être indument perçues.

ARTICLE 07 : Les agents contractuels du ministère de la culture et de la communication sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux cumuls d'emplois de rémunération et de retraite.

ARTICLE 08 : Les contrats sont dispensés des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses des contrats, sont d'abord soumises au ministre, puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

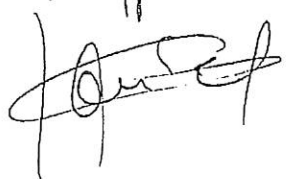
ARTICLE 09 : Dispositions spéciales.
L'intéressée conserve à la date d'effet du présent contrat une ancienneté d'un an valable pour l'avancement.

FAIT A PARIS, LE

13 0 AVR, 1998

Pour la Ministère et par Délégation
Pour le directeur
de l'administration générale
Le Chef du service du personnel
et des affaires sociales

Le Contractant
Faire précéder la signature de la
mention
"LU ET APPROUVE"

Lu et approuvé


Pour le Ministère et par Délégation
Pour le Directeur de l'administration générale
Le Chef du service du personnel
et des affaires sociales


Alain BONHOMME

Exemplaire destiné au dossier individuel
Ancienne D.R. 1984-85 A 4

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
BUREAU : DAG SPAS A4

CHAPITRE 3101
ARTICLE 81
PARAGRAPHE 20

AVENANT N° 02

au contrat souscrit le 30 avril 1998
à compter du 1er juin 1998
par Melle Juliette COUREL
en qualité d'agent contractuel IB 495/801 faisant fonction
de technicien video à temps incomplet (50%)
auprès de l'école nationale supérieure des beaux-arts

Indice brut initial : 495 Indice brut actuel : 563
Indice majoré du 1.7.99 : 475

Le contrat susvisé est modifié comme suit :
A compter du 1er septembre 1999

ARTICLE 1 : Le contractant est engagé, en application de
l'article 4-2° de la loi du 11 janvier 1984, en qualité
d'agent contractuel IB 495-801 faisant fonction de
technicien video pour servir à temps incomplet -60%- auprès
de l'école nationale supérieure des beaux-arts.

Le reste sans changement.

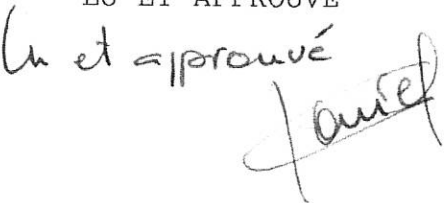
CONTROLEUR FINANCIER

LE : 27.10.1999*005683
N° l'Adjoint au Contrôleur Financier

N°


Dominique SPRENGER

Le Contractant
Faire précéder la signature de la
mention
"LU ET APPROUVE"

Lu et approuvé


FAIT A PARIS, LE 27 OCT. 1999

Pour la Ministre et par Délégation
Pour le directeur
de l'administration générale
Le Chef du service du personnel
et des affaires sociales

Pour le Ministre et par délégation
Pour le Directeur de l'Administration Générale empêché
Le Chef du service du personnel
et des affaires sociales


Alain BONNOMME

É C O L E
N A T I O N A L E S U P É R I E U R
D E S B E A U X - A R T S

M I N I S T È R E D E L A C U L T U R E E T D E L A C O M M U N I C A T I O N

14 RUE BONAPARTE 75272 PARIS CEDEX 06

TÉL:33 01 47 03 50 00 FAX:33 01 47 03 50 80

<http://www.ensba.fr>

CONTRAT

Entre les soussignés :

d'une part,

Le directeur de l'école nationale supérieure des Beaux-Arts
établissement public administratif
sis au 14 rue Bonaparte 75272 PARIS CEDEX 06

et,

d'autre part,

Mademoiselle Juliette COUREL

Née le 11/09/1966 à SAINT-CLOUD (92)
N° INSEE : 2.66.09.78.542.027.48
Demeurant 20 rue Fessart - 75019 PARIS.

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. Définition du contrat.

Le contractant est engagé, en application de l'article 4-2° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, en qualité d'agent contractuel (indice brut 495-801, majoré au 1/12/99 : 426-657) faisant fonction de technicien vidéo pour servir à temps incomplet (60%).

ARTICLE 2. Durée du contrat.

a) Le présent contrat prend effet à compter du 1^{er} janvier 2000 pour une durée de 2 ans et 9 mois, éventuellement renouvelable par reconduction expresse.

b) Le présent contrat ne prévoit pas de période d'essai.

ARTICLE 3. Rémunération.

La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice brut : 563. - majoré (au 1^{er}.12.99) : 476, afférent au 2^{ème} échelon de sa catégorie, correspondant au temps complet. En cas d'exécution partielle, la rémunération sera calculée au prorata du service effectué.

Cette rémunération sera augmentée, le cas échéant, du montant de l'indemnité de résidence au taux de 3% et du supplément familial de traitement.

ARTICLE 4.

Les agents contractuels de l'école nationale supérieure des Beaux-Arts sont soumis aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux cumuls d'emplois, de rémunérations et de retraites.

ARTICLE 5. Protection sociale.

En matière congés, de couverture sociale et d'accidents du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'État soumis au régime général de sécurité sociale.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État, l'IRCANTEC.

ARTICLE 6.

Les agents contractuels sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont ils sont appelés à avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute exploitation dans un but personnel de la documentation qu'ils seront appelés à utiliser ainsi que des travaux effectués dans le cadre de leurs attributions, notamment à des fins de publication, leur est interdite sans autorisation préalable du directeur de l'établissement.

ARTICLE 7.

Toutes modifications professionnelles ou familiales, intervenant postérieurement à la déclaration souscrite à l'occasion du présent contrat, devront être communiquées aussitôt qu'elles se produiront au directeur de l'établissement. L'inobservation de cette prescription pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de la reprise des sommes qui ont pu être indûment perçues.

ARTICLE 8. Dispositions spéciales.

a) Les services accomplis par le contractant dans le cadre du ou des contrat(s) conclu(s) avec l'État (ministère chargé de la culture) pour le même objet sont assimilés à des services effectués pour le compte de l'école nationale supérieure des Beaux-Arts pour la détermination de l'ancienneté exigée par certaines dispositions du décret n° 83-86 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

b) Lorsque le contractant conserve la rémunération afférente à son précédent contrat, conclu pour le même objet avec le ministère chargé de la culture, l'ancienneté d'échelon acquise dans le précédent contrat est maintenue dans sa nouvelle situation. Dans ces conditions, l'intéressée conserve à la date d'effet du présent contrat une ancienneté dans son échelon de sept mois valable pour l'avancement.

ARTICLE 9.

Le contractant déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret du 17 janvier 1986 précité, auxquels sont soumis les agents contractants du ministère de la culture et de la communication et des établissements publics administratifs qui en dépendent.

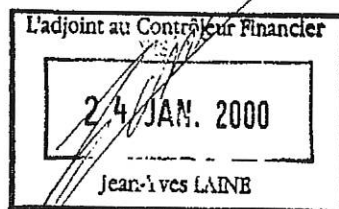
Les contrats sont dispensés de droit d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses des contrats sont d'abord soumises au directeur de l'école nationale supérieure des Beaux-Arts, puis, s'il y a lieu, jugées par le tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris en deux exemplaire originaux, le

Visé le

sous le n° 80

Le Contrôleur financier



Le Directeur de l'Ensb-a

A. Pacquement

Le contractant

Lu et approuvé
[Signature]

(faire précéder la signature de la mention «lu et approuvé»
après avoir paraphé chaque page du présent contrat)

É C O L E

N A T I O N A L E S U P É R I E U R E

D E S B E A U X - A R T S

M I N I S T È R E D E L A C U L T U R E E T D E L A C O M M U N I C A T I O N

14 RUE BONAPARTE 75272 PARIS CEDEX 06

TÉL:33|01 47 03 50 00 FAX:33|01 47 03 50 80

<http://www.ensba.fr>

AVENANT N° 4

AU CONTRAT DE TRAVAIL
PRENANT EFFET LE 1^{er} JANVIER 2000
EN FAVEUR DE Mme JULIETTE COUREL

Le Directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts ;

- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 relative aux dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
- VU le décret n° 84-968 du 26 octobre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts,
- VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,
- VU le décret du Président de la république en date du 4 octobre 2000 portant nomination de M. Henry-Claude Cousseau aux fonctions de directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts,
- VU le vote du conseil d'administration de l'établissement en date du 8 décembre 2003 portant approbation du projet du budget primitif de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour 2004,
- VU le contrat de travail en date du 24 janvier 2000,
- VU le courrier de l'intéressée en date du 10 juillet 2004,

DECIDE

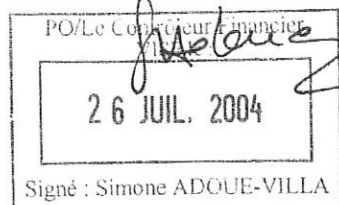
ARTICLE UNIQUE :

« Le contractant est autorisé à effectuer un service à temps partiel (90 %) pour une période d'un an, à compter du 1^{er} septembre 2004 ».

Le reste sans changement.

Fait à Paris, le

Le contrôleur financier,
N° 143



Le Directeur,

Le Contractant,

Juliette COUREL

É C O L E
N A T I O N A L E S U P É R I E U R E
D E S B E A U X - A R T S

M I N I S T È R E D E L A C U L T U R E E T D E L A C O M M U N I C A T I O N

14 RUE BONAPARTE 75272 PARIS CEDEX 06

TÉL: 33 | 01 47 03 50 00 FAX: 33 | 01 47 03 50 80

<http://www.ensba.fr>

AVENANT N°6
AU CONTRAT DE TRAVAIL
PRENANT EFFET LE 1^{er} JANVIER 2000
EN FAVEUR DE Mme JULIETTE COUREL

Le Directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts ;

- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 relative aux dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
VU le décret n° 84-968 du 26 octobre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,
VU le décret du Président de la république en date du 4 octobre 2000 portant nomination de M. Henry-Claude Cousseau aux fonctions de directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts,
VU le vote du Conseil d'administration de l'établissement en date du 17 décembre 2004 portant approbation du projet du budget primitif de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour 2005,
VU le contrat de travail en date du 24 janvier 2000,
VU la demande de l'inrressée en date du 15 juin 2005

DECIDE

ARTICLE UNIQUE :

« Le contractant est autorisé à effectuer un service à temps partiel (90 %) pour une période d'un an, à compter du 1^{er} septembre 2005 ».

Le reste sans changement.

Fait à Paris, le

Le contrôleur financier, : 187



Le Contractant,

Juliette COUREL

Le Directeur,

E C O L E
N A T I O N A L E S U P É R I E U R I
D E S B E A U X - A R T S

M I N I S T È R E D E L A C U L T U R E E T D E L A C O M M U N I C A T I O N

14 RUE BONAPARTE 75272 PARIS CEDEX 06
TÉL: 33 | 01 47 03 50 00 FAX: 33 | 01 47 03 50 80
<http://www.ensba.fr>

AVENANT N°7
AU CONTRAT DE TRAVAIL
PRENANT EFFET LE 1^{er} JANVIER 2000
EN FAVEUR DE Mme JULIETTE COUREL

Le Directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts ;

- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 relative aux dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
VU le décret n° 84-968 du 26 octobre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,
VU le décret du Président de la république en date du 4 octobre 2000 portant nomination de M. Henry-Claude Cousseau aux fonctions de directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts,
VU le vote du Conseil d'administration de l'établissement en date du 17 décembre 2004 portant approbation du projet du budget primitif de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour 2005,
VU le contrat de travail en date du 24 janvier 2000,
DECIDE _

ARTICLE UNIQUE :

L'article 2 du contrat sus visé est modifié comme suit :

« Le contrat est renouvelé à compter du 1^{er} octobre 2005 pour une durée de trois ans, éventuellement renouvelable par expresse reconduction ».

Le reste sans changement.

Fait à Paris, le

Le contrôleur financier,

Le Directeur,



Le Contractant,

Juliette COUREL

E C O L E
N A T I O N A L E S U P É R I E U R I
D E S B E A U X - A R T S

M I N I S T È R E D E L A C U L T U R E E T D E L A C O M M U N I C A T I O N

14 RUE BONAPARTE 75272 PARIS CEDEX 06

TÉL:33|01 47 03 50 00 FAX:33|01 47 03 50 80

<http://www.ensba.fr>

AVENANT n° 8
au contrat prenant effet le 1^{er} janvier 2000
établi en faveur de Mme Juliette COUREL

Vu la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique.

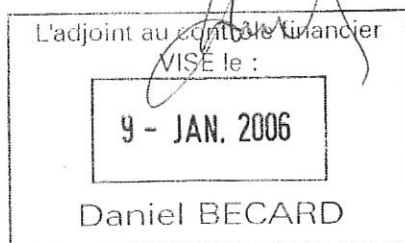
A compter du 1^{er} octobre 2005 l'article 2 du contrat susvisé est modifié comme suit :

Article 2: « Le contrat établi en date du 1er janvier 2000 est reconduit pour une durée indéterminée ».

Le reste sans changement.

Fait à Paris, le

Le contrôleur financier : 4



Le Contractant,

Juliette COUREL

Le Directeur

LE DIRECTEUR

HENRY-CLAUDE GOUSSEAU

Signature

COMPTE RENDU D'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

Année : 2016

NOM PATRONYMIQUE :	Affectation :
COUREL	ENSBA
NOM D'USAGE :	> Direction (ou établissement) :
COUREL	
Prénom :	> Service :
Juliette	Pôle numérique
	> Bureau :
Pour les agents-es titulaires uniquement :	
Corps :	Date d'entrée dans le corps :
Grade :	Date d'entrée dans le grade :
Échelon :	Date d'entrée dans l'échelon :
Pour les agents-es non titulaires (ANT) uniquement :	
Entrée au ministère de la culture et de la communication	Groupe classement ANT :
<input type="checkbox"/> Contrat à durée déterminée	depuis le : 01/06/1997
<input checked="" type="checkbox"/> Contrat à durée indéterminée	depuis le : 01/10/2005

La partie identification ci-dessus peut être recopiée telle que au début du compte-rendu d'entretien de formation

Intitulé du poste :	Co-responsable vidéo du Pôle Numérique	Groupe RIFSEEP (pour les corps de la filière administrative) :
Description du poste occupé et des missions confiées :		
<p>Sous l'autorité du responsable du pôle numérique de l'École Nationale Supérieure des Beaux-arts, le co-responsable vidéo organise et délivre des formations à caractère technique sur le montage et le tournage vidéo ainsi que l'accompagnement ou suivi de projets d'étudiants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - organisation de formation (contenus, plannings, choix d'intervenants extérieurs) - une veille technologique des postes de montage - gestion d'un parc de caméras destinés à des formations et projets - gestion de ressources (plateau vidéo, régies, salle de formation et réserve) - entretenir un réseau avec les différents acteurs et lieux dédiés à la création vidéo contemporaine 		
Poste occupé depuis le :		

I - ÉVALUATION DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

1. Résultats professionnels et développement de compétences

Bilan et réalisation des objectifs fixés de l'année écoulée*

Il n'est pas obligatoire de fixer 4 objectifs, ni à l'inverse de s'y limiter

Intitulé de l'objectif		Réalisation
Rappel des indicateurs	Passage à Avid Media Composer	Atteint <input checked="" type="checkbox"/>
Analyse des résultats et enseignements tirés		Partiellement atteint <input type="checkbox"/>
		Non atteint <input type="checkbox"/>
		Devenu sans objet <input type="checkbox"/>
Intitulé de l'objectif		Réalisation
Rappel des indicateurs	Reconfiguration des régies	Atteint <input checked="" type="checkbox"/>
Analyse des résultats et enseignements tirés		Partiellement atteint <input type="checkbox"/>
		Non atteint <input type="checkbox"/>
		Devenu sans objet <input type="checkbox"/>
Intitulé de l'objectif		Réalisation
Rappel des indicateurs		Atteint <input type="checkbox"/>
Analyse des résultats et enseignements tirés		Partiellement atteint <input type="checkbox"/>
		Non atteint <input type="checkbox"/>
		Devenu sans objet <input type="checkbox"/>
Intitulé de l'objectif		Réalisation
Rappel des indicateurs		Atteint <input type="checkbox"/>
Analyse des résultats et enseignements tirés		Partiellement atteint <input type="checkbox"/>
		Non atteint <input type="checkbox"/>
		Devenu sans objet <input type="checkbox"/>
Observations générales ou autres :		

* Pour les corps de recherche uniquement, au regard du statut particulier (article 7 / décret du 14 mai 1991) : cette page doit être remplacée par un compte-rendu d'activité scientifique rédigé par l'agent-e. Il doit se suffire à lui-même sans documents annexes. Il fait état et résume les réalisations personnelles de l'année concernée

2. Critères d'appréciation professionnelle

Tous les critères doivent être renseignés, mais peuvent, le cas échéant, comporter la mention « sans objet ».

- (1) Domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer – Capacité à former et/ou à être tuteur ;
- (2) Connaissances approfondies – Capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles ;
- (3) Connaissances générales – Capacité à traiter de façon autonome les situations courantes ;
- (4) Connaissances élémentaires, notions – Capacité à faire mais en étant tutoré ;
- (5) Domine le sujet, en maîtrise ses évolutions – forte capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles. Forte capacité d'initiatives ;
- (6) Connaissances approfondies – Capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles ;
- (7) Connaissances générales, théoriques – Approfondissement de formations et pratique complémentaire ;
- (8) Connaissances élémentaires, notions – Requier une période d'observation ou de pratique.

CRITÈRES D'APPRÉCIATION	EXPERT (1)	MAÎTRISE (2)	PRATIQUE (3)	A DÉVELOPPER (4)
Connaissance du domaine d'intervention	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité d'analyse	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité de synthèse	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité d'adaptation aux exigences du poste et du contexte	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réactivité face aux sollicitations professionnelles	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité à dialoguer et à coopérer avec les partenaires professionnels externes et internes	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité rédactionnelle	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de l'expression orale	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sens du service public (par référence aux obligations de l'agent-e public)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité à utiliser les outils bureautiques	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité à travailler en équipe	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connaissance et respect des règles d'hygiène et sécurité	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RESPONSABILITE D'ENCADREMENT*	EXCELLENTE MAÎTRISE (5)	MAÎTRISE (6)	A DÉVELOPPER (7)	A AQUÉRIR (8)
Capacité d'organisation, de pilotage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité à fixer des objectifs cohérents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aptitude à la prise de décision	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité à déléguer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aptitude à prévenir, arbitrer et gérer les conflits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aptitude à mobiliser et valoriser les compétences	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Capacité à favoriser le développement professionnel de ses collaborateurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Respect de la procédure annuelle de l'entretien professionnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

*Nombre d'agents encadrés :

Nombre d'agents à évaluer : Nombre d'agents évalués en 2017 (au titre de 2016) :

* Pour les agents-es en situation d'encadrement.

Avis circonstancié sur certains critères d'appréciation (le cas échéant) :

3. Appréciation sur la manière de servir

Julie Courel, est très motivée par la formation et l'enseignement de la vidéo aux étudiants de l'école. Elle fournit un travail extrêmement précieux quant au suivi de projets individuels.

4. Acquis de l'expérience professionnelle

Maîtrise de la chaîne de fabrication d'œuvres audiovisuelles, allant de la conception et de la réalisation jusqu'à la diffusion.

5. Action(s) de formation réalisée(s) en tant que formateur-trice interne (*) en 2016 (Domaines, publics cibles et nombre de jour d'animation)

(*) Au sens de la circulaire du 2 juillet 2015 relative à l'activité de formateur interne au ministère de la culture et de la communication

Actions de formation en tournage et montage :

- 10 séances de tournage et montage (10h-17h) avec un groupe de 10 étudiants
- Initiation tournage. montage
4 séances avec un groupe de 10 étudiants
- Tournage. Montage avancé
8 séances avec un groupe de 6 participants
- Petites formations ponctuelles éclairage et son avec des intervenants extérieurs
8 séances (20 étudiants)

II - OBJECTIFS DE L'AGENT-E POUR L'ANNÉE 2017

1. OBJECTIFS COLLECTIFS DU SERVICE

(Rappel : ces objectifs ne concernent pas directement l'agent-e)

Le service du Pôle numérique se développe dans un contexte très dynamique. Il s'agit à la fois de faire correspondre les offres technologiques récentes avec les préoccupations artistiques de l'école des Beaux-Arts de Paris et d'organiser solidement une circulation d'idées, de méthodes et de pratiques entre innovation et conservation.

2. CONTEXTE PRÉVISIBLE DE L'ANNÉE

(réorganisation, environnement, moyens, objectifs du service etc.)

Préparation de la réorganisation (idéalement) du laboratoire photographique et de l'étage vidéo.

OBJECTIFS INDIVIDUELS * <i>(préciser les actions à conduire, les résultats attendus et les indicateurs retenus)</i>	MOYENS DE RÉUSSITE <i>(liées à l'agent-e ou/et à des facteurs externes, dont la formation)</i>	ÉCHÉANCE <i>(si nécessaire)</i>
Redéfinition des espaces de l'étage vidéo		
Adaptation des formations au changement de gestion du parc des caméras et de l'équipement lumière		

**Il n'est pas obligatoire de fixer 5 objectifs, ni à l'inverse de s'y limiter.*

III - LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE DE L'AGENT-E

(à remplir par le supérieur hiérarchique)

Souhaits et perspectives d'évolution professionnelle (préciser l'échéance):

Évolution sur le poste actuel :

Entrée en catégorie A

Mobilité fonctionnelle interne ou externe ou mobilité géographique :

IV - COMMENTAIRES DE L'AGENT-E SUR SON ÉVALUATION

À remplir par l'agent-e

Sur la conduite de l'entretien :

L'entretien s'est déroulé dans de très bonnes conditions et de façon très ouverte, avec une reconnaissance par l'évaluateur des perspectives demandées.

Sur ses perspectives de carrière et de mobilité :

Après évolution de mes compétences et de mon savoir-faire (publication d'un doctorat en science de l'art et cinéma) je demande à bénéficier d'un avancement interne dans le corps des ingénieurs au grade d'ingénieur de recherche.

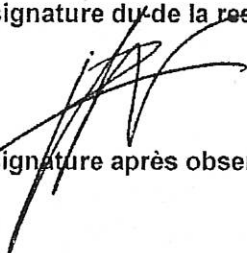
Nom, prénom et qualité du/de la responsable hiérarchique ayant conduit l'entretien :

Rioux, Vincent, resp. Pôle Numérique

Date et durée de l'entretien : 30/03/2017 2h

Date et signature du/de la responsable hiérarchique :

Date et signature après observations et commentaires de l'agent-e :



V - AVIS DE L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE

Pour les agents-es non titulaires

Proposition d'attribution de la part « variable » (- ; 0 ; +) :

Avis circonstancié (en lien avec l'évaluation de l'année écoulée) :

Évolution indiciaire :

Dans l'hypothèse où l'agent-e serait susceptible de prétendre à un avancement à intervalle prédéterminé, souhaitez-vous qu'il en bénéficie au titre de l'année 2017 ? OUI ☒ NON ☐

Avancement d'échelon :

Pour les personnels de recherche
uniquement :

Avancement demandé :

Motivation :

Accélééré (*)

☐

Normal (*)

☐

(*) Le refus d'attribution d'une réduction d'ancienneté doit être motivé, conformément aux dispositions de l'arrêté du novembre 2011.

Pour les autres corps (dont la liste est fixée en annexe 2)

Souhaitez-vous que l'agent-e fasse l'objet d'une bonification d'ancienneté ?

OUI (réduction d'1 mois) ☒

NON (*) ☐

Majoration d'1 mois (*) ☐

Pour la demande de réduction d'1 mois, la case correspondante doit obligatoirement être cochée.

(*) Le refus d'attribution d'une bonification d'ancienneté, ainsi que la majoration de l'ancienneté doivent être motivés, conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 décembre 2011.

Avis circonstancié :

Avancement de grade :

Dans l'hypothèse où l'agent-e remplit les conditions pour un avancement de grade, souhaitez-vous qu'il en bénéficie ?

OUI X NON ☐

Préciser le grade concerné :

L'avis pour cet avancement est TRÈS FAVORABLE X FAVORABLE ☐ RÉSERVÉ ☐ DÉFAVORABLE ☐

Avis circonstancié (cet avis constitue le support de l'examen éventuel de la promotion de grade par la CAP compétente) :

Promotion de corps :

Dans l'hypothèse où l'agent-e remplit les conditions pour une promotion de corps au choix, souhaitez-vous qu'il en bénéficie ?

OUI X NON ☐

Préciser le corps concerné :

L'avis pour cet avancement est TRÈS FAVORABLE X FAVORABLE ☐ RÉSERVÉ ☐ DÉFAVORABLE ☐

Avis circonstancié : (cet avis constitue le support de l'examen éventuel de la promotion de corps par la CAP compétente) :

Date : 20/05/2017 Nom, qualité et signature de l'autorité hiérarchique :

Date de notification à l'agent-e du compte rendu de l'entretien professionnel(**) :

Signature de l'agent-e (***)

**** Modalités de recours : Article 6 du décret n°2010-888 du 28 juillet 2010 :**

« L'autorité hiérarchique peut être saisie par le fonctionnaire d'une demande de révision du compte rendu de l'entretien professionnel. Ce recours hiérarchique est exercé dans un délai de quinze jours francs suivant la notification à l'agent-e du compte rendu de l'entretien. L'autorité hiérarchique notifie sa réponse dans un délai de quinze jours après la demande de révision du compte rendu de l'entretien professionnel.

Les commissions administratives paritaires peuvent, à la requête de l'intéressé, sous réserve qu'il ait au préalable exercé le recours mentionné à l'alinéa précédent, demander à l'autorité hiérarchique la révision du compte rendu de l'entretien professionnel. Dans ce cas, communication doit être faite aux commissions de tous éléments utiles d'information. Les commissions administratives paritaires doivent être saisies dans un délai d'un mois suivant la réponse formulée par l'autorité hiérarchique dans le cadre du recours.

L'autorité hiérarchique communique au fonctionnaire, qui en accuse réception, le compte rendu définitif de l'entretien professionnel. »

***** La signature de l'agent-e vaut notification du présent document (et non approbation de son contenu)**